
Commercialisation du carbone des forêts : la mauvaise route vers Cancún

Cela fait déjà de nombreuses années que l'expansion de l'industrie papetière se traduit par l'occupation de millions d'hectares de terres avec de grandes plantations d'arbres en régime de monoculture. Souvent déguisées en « forêts », ces « déserts verts » ont envahi de vastes territoires et de riches écosystèmes, surtout dans les pays du Sud.

La FAO a beaucoup contribué à cette distorsion, quand elle a inclus les plantations d'arbres dans sa définition des forêts, sous la catégorie « forêts plantées ». D'autres organes de l'ONU, tels que la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention sur les changements climatiques (CCNUCC), ont adopté cette même définition.

Or, pour les communautés dont la terre, les sols, les ressources hydriques, les moyens d'existence et la culture ont été gravement affectés par les plantations industrielles d'arbres, et pour les organisations écologistes et sociales qui sont conscientes de la riche diversité biologique d'une forêt et de la stérilité d'une plantation industrielle d'arbres, la différence entre les deux est claire comme de l'eau de roche.

De plus en plus on dénonce avec force que « les plantations d'arbres ne sont pas des forêts ». Dernièrement, l'Association pour la biologie tropicale et la conservation (ATBC), une importante société professionnelle internationale qui s'occupe des forêts tropicales, a publié une résolution dans laquelle elle exhorte l'ONU à changer sa définition de « forêt » qui, telle qu'elle est, inclut les plantations d'arbres [voir l'article à ce sujet dans le présent numéro].

L'importance d'une définition véritable et authentique est cruciale pour l'avenir des forêts du monde, c'est-à-dire pour l'avenir d'une grande partie de la diversité biologique terrestre et, à la limite, de la vie sur la Terre, y compris celle des êtres humains.

Or, les forêts ont été soumises à une exploitation de plus en plus forte par des entreprises qui jettent sur leur riche complexité un regard très réductionniste. Pour les peuples qui les habitent, les forêts sont non seulement une source de nourriture, d'habillement, de médicaments, de combustible et de moyens d'existence mais aussi l'école de leurs enfants et la dernière demeure de leurs ancêtres. De leur côté, les grandes entreprises forestières, pétrolières, minières, pharmaceutiques ou papetières ne voient dans cet écosystème si riche que la source d'un seul élément profitable : le bois, ou le pétrole, ou l'or, ou les diamants, ou les ressources biogénétiques.

Cette vision réductionniste des forêts s'applique depuis peu à un « produit » encore moins tangible : le carbone. Les forêts sont donc devenues l'équivalent de « stocks de carbone » que l'on pourrait commercialiser dans le marché mondial du carbone grâce à un mécanisme dénommé REDD (« Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts »). Le système REDD est devenu l'un des principaux thèmes de discussion des gouvernements dans le cadre de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques.

Plusieurs réunions sur le climat ont lieu en ce moment, afin de parvenir à un accord au cours de la Conférence sur le changement climatique qui se tiendra à Cancún, au Mexique, à la fin de l'année. Or, pour l'instant, les principaux résultats de ces pourparlers portent sur les directives pour évaluer les stocks de carbone et en rendre compte, et même sur des comptabilités « créatives » qui permettraient aux pays pollueurs non seulement d'échapper à l'obligation de réduire leurs émissions mais aussi d'accroître ces émissions sans avoir à en rendre compte.

En revanche, on passe sous silence des propositions sérieuses pour combattre le changement climatique, comme celles qui ont découlé de la Conférence mondiale des Peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère tenue en Bolivie en avril 2010.

L'Accord des Peuples affirme catégoriquement que « la définition de forêt utilisée lors des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – qui inclut les plantations – est inacceptable. Les plantations en régime de monoculture ne sont pas des forêts. Par conséquent, nous exigeons une définition aux fins de négociation qui reconnaisse les forêts indigènes, la selve et la diversité des écosystèmes de la Terre ».

Rejetant « l'Accord de Copenhague illégitime qui permet aux pays développés de proposer des réductions insuffisantes de leurs émissions de gaz à effet de serre, basées sur des engagements volontaires et individuels », et « des mécanismes du marché tels que REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) et ses versions + et ++ », l'accord demande que la prochaine Conférence sur le changement climatique, qui aura lieu à Cancún, approuve « un amendement du Protocole de Kyoto pour la deuxième période d'engagement, de 2013 à 2017, qui oblige les pays développés à accepter de réduire leurs émissions intérieures d'au moins 50 % par rapport à celles de 1990, et d'exclure les marchés du carbone et autres mécanismes de compensation qui dissimulent l'échec à réduire réellement les émissions de gaz à effet de serre ».

Le gouvernement de la Bolivie a présenté au Secrétariat de la CCNUCC un document qui reprend l'essentiel de l'Accord des Peuples et qui pousse à inclure dans les négociations les propositions importantes qui ont été faites. Or, le nouveau texte produit par le Secrétariat n'inclut aucune de ces propositions.

Les peuples des forêts aussi font entendre leurs voix. Au Cameroun, où le gouvernement cherche à obtenir le financement du Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale pour mettre en œuvre des projets REDD, les Baka, les Bagyeli et les Bakola manifestent leur méfiance à l'égard des projets de ce genre [voir l'article à ce sujet dans le présent numéro].

Tandis que la crise climatique met en question le modèle de développement dominant au monde, les pouvoirs qui le poussent refusent de changer. C'est ainsi qu'on imagine des « solutions » qui impliquent le commerce et la compensation d'émissions, et le recours aux marchés en tant que mécanismes de financement des programmes et initiatives. Pourtant, les encouragements de ce genre non seulement ne modifient en rien les processus et les acteurs qui sont à l'origine de la crise climatique – en particulier les grandes entreprises – mais ils contribuent à maintenir le statu quo et à détourner l'attention des mesures qu'il est urgent de prendre : éliminer les émissions des combustibles fossiles à leur source.

Dans ces circonstances, il semble évident que la commercialisation du carbone des forêts est une mauvaise route vers Cancún.

